

**Philosophie Politique**, n°1, 1991, pp. 151-162

Nous remercions les *Presses Universitaires de France*  
d'avoir autorisé la publication de ce texte sur notre site.  
*Droits de reproduction réservés.*

**Alexandre Adler**

## **La grande Europe ?**

La construction politique et économique de l'Europe, entreprise depuis la fin des années 1940, n'a pas pour autant précisé davantage la définition de ses frontières. Il existe des acceptions plus ou moins précises de ce qu'est ou a été l'Europe, auxquelles l'expérience historique est parvenue par une suite d'approximations successives; il existe une conscience européenne, plus ou moins développée selon les époques, mais qui a toujours surplombé les diverses affirmations nationales, au point que chaque tentative impériale - espagnole, française ou allemande - a toujours tenté de surmonter l'étroitesse de son projet en cherchant à s'annexer cette idée européenne pour son propre compte. Mais jamais l'entité européenne ne s'est réellement développée qu'en négation d'autres réalités par rapport auxquelles elle a eu à se définir, souvent dans la douleur.

L'Europe, à l'origine tout à la fois impériale et pontificale de son projet, c'est d'abord le monde latin par opposition au monde byzantin, qui s'est développé sans solution de continuité sur les bases de l'Empire romain d'Orient, et ses frontières, qui viennent de se réinscrire dans la géographie électorale toute récente, recoupent, à travers la Yougoslavie et entre Hongrie et Roumanie, celles qu'avait commencé de tracer l'empereur Théodose à la fin du IV<sup>e</sup> siècle. Est européen (on dit encore latin jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle), l'ensemble de nations et de monarchies féodales qui se reconnaissent dans cette culture néo-latine et catholique, dont l'espace impérial italo-allemand de part et d'autre du Brenner constitue l'ossature médiévale et le projet de monarchie européenne, cher à Dante, la finalité. À l'ouest, les royaumes français et anglais qui, au-delà de leur affrontement récurrent, se retrouvent dans la volonté bien ancrée de faire pièce à ce projet impérial, les principautés combattantes ibériques qui mènent une sorte de *djihad* retourné contre les derniers bastions de l'Islam européen tendent à se soustraire à l'emprise européenne et développent déjà un embryon de conscience nationale dont l'éveil de la France sera le modèle, y compris pour une Angleterre si française encore par ses élites à l'orée de la Renaissance. À l'est aussi, les marches orientales de la latinité - royaumes de Hongrie et de Pologne - échappent, à la différence de la Bohême, à la suzeraineté impériale et cherchent à

s'étendre vers l'est et le sud, au détriment d'une Russie des apanages saccagée par les invasions mongoles et d'un Empire byzantin qui succombe aux coups des Turcs et aux empiétements des républiques marchandes italiennes.

L'échec de l'union des églises et de la croisade pour Constantinople à la fin du XVe siècle scelle durablement la division de l'Europe. Abandonnée à son triste sort, l'Eglise orthodoxe grecque devra faire le deuil de son mariage avec l'Empire d'Orient, en se faisant protéger par les sultans ottomans; seule l'orthodoxie russe échappe à la domination de l'Islam turc, mais pour passer sous la férule non moins sévère d'un pouvoir impérial autochtone, qui tire son modèle du despotisme asiatique introduit par les Mongols islamisés. En outre, dès la fin du XVIe siècle, cet Empire russe annexe avec Kazan de nombreux sujets musulmans qui, à la différence de l'Espagne, ne seront ni convertis de force ni expulsés en masse. Dès lors, l'expansion russe, vers l'est comme vers l'ouest, s'inscrit dans un projet « eurasiatique » qui ne se démentira plus, faisant de l'Europe des tsars une entité fortement étrangère au projet européen proprement dit.

Paradoxalement, en poussant son avantage vers l'est et en s'annexant au XVe siècle le grand-duché de Lituanie, la Pologne à son tour, malgré son catholicisme romain que la menace suédoise et l'alliance espagnole rendront fervent au XVIIe siècle, tourne le dos au développement européen et se rapproche culturellement du modèle russe, tout en écartant le fonctionnement autocratique de l'Etat. Et l'annexion pendant un siècle et demi de la plus grande partie de la Hongrie par les Ottomans soustrait à son tour le royaume de Saint-Étienne au développement européen : le fameux rideau de fer de « Stettin à Trieste », que décrit Winston Churchill dans son discours de Fulton de 1946, lui préexiste en réalité de quatre siècles et crée, dès cette époque, une Europe de l'Est fortement individualisée et séparée désormais du monde latin bien davantage par l'organisation sociale que par la foi religieuse. Car les frontières de la catholicité ne sont plus probantes pour définir les deux Europes. À l'ouest, la vague inflationniste du XVIe siècle, déclenchée par les transferts monétaires massifs d'Amérique à travers Lisbonne, Séville et Anvers, culbute partout les derniers remparts de l'ordre économique seigneurial, alors qu'à l'est, ce nouveau courant économique libérateur induit perversément l'instauration d'un « second servage » fondé sur l'extension du grand domaine et l'extinction du développement urbain. Au contraire, les réformes de Pierre le Grand qui tiraient l'orthodoxie russe vers une sorte de protestantisme d'Etat, puis la germanisation de la noblesse russe, contribuaient à diminuer les différences entre Pologne et Russie, préparant ainsi le grand tournant des partages du XVIIIe siècle. Ni la libération des peuples balkaniques au XIXe siècle, ni l'ère des indépendances de l'Europe orientale entre 1918 et 1938 qui marque le zénith de la réeuropéanisation de l'est du continent n'ont

fondamentalement modifié la géopolitique de cette région, fortement accolée à l'espace russe.

Certes l'annexion à l'Empire soviétique en 1945-1948 reste un fait de violence produit par la supériorité militaire de l'Armée rouge et l'effondrement concomitant de la puissance allemande. Mais, vue à l'échelle du siècle, cette absorption ressemble à un épisode de cette longue guerre civile à base essentiellement agraire qui s'ouvre en Russie dès 1905 et semble se clore à présent dans l'effondrement général du communisme à l'est : les Rouges conquièrent un temps toutes les zones blanches de l'Adriatique à la Baltique. Mais au bout de cette odyssée commune aux Russes et aux peuples de l'Est - et qu'on pourrait baptiser en référence à la collectivisation forcée de « troisième servage » - une certaine ruse de la raison a fait son oeuvre : les liens économiques bâtis entre l'URSS actuelle et l'Europe de l'Est demeurent vitaux pour la reprise des économies en voie de privatisation, les expériences politiques sont souvent les mêmes, comme est identique le débat idéologique entre partisans et adversaires de l'économie de marché, néo-conservateurs et néo-libéraux. Si les Etats conservateurs de l'entre-deux-guerres, Pologne, Roumanie, Hongrie, puis Bulgarie à partir de 1923, font l'effet d'autant de zones blanches, maintenues par l'Occident jusqu'à ce que la combinaison de l'Armée rouge et des Partisans yougoslaves ne les prennent en tenaille, à son tour l'immense zone rouge soviétique révèle à l'heure de la *Perestroïka* les grandes taches blanches inscrites dans son corps que sont les grandes villes et les régions de minorités nationales, voire l'Ukraine. Rien n'indique que dans cet ensemble complexe où aucune frontière ne semble aujourd'hui bien assurée une ligne de séparation nette puisse être tracée entre des sociétés qui se rattacheront à l'Europe de l'Ouest et celles qui rejetteront ce modèle. Pour l'instant, c'est une vaste désorganisation, un magma indescriptible qui s'étend sans solution de continuité de Ljubljana à Vladivostok, en se moquant de l'Oural certes, mais aussi des frontières politiques qui semblaient avoir séparé par exemple Yougoslavie et Albanie, voire Roumanie, des autres Etats communistes plus étroitement subordonnés à Moscou.

Mais, nous l'avons vu, l'Europe moyenne des cités et de l'empereur tendait à la fin du Moyen Age à se séparer de l'espace occidental des monarchies absolues tournées vers le Grand Large, France, Espagne, Portugal et Angleterre. Cette frontière, à son tour, a été profondément remaniée. La force croissante des grandes monarchies occidentales, leur avance politique, leur permet, comme le démontre non sans effroi Machiavel, d'investir dès la fin du XVe siècle les zones les plus fortes de l'Europe continentale, Italie du Nord et Pays-Bas. Puissance maritime dominante encore aux débuts de l'Age moderne, l'Espagne s'investit sans mesure dans la politique d'unification catholique de l'Europe pendant un siècle: elle y perdra successivement son or, ses possessions extérieures européennes, puis la cohésion fragile de la Péninsule avec la sécession portugaise, et, pour finir, à terme, son empire colonial trop éloigné de la

métropole. Mais murée désormais dans son identité de bastion de la Contre-Réforme, rattachée par ses dynasties successives à l'Europe centrale puis à la France, l'Espagne, battue sur mer par le monde anglo-saxon de l'Invincible Armada à la guerre de 1898 avec les Etats-Unis, commence sa lente remontée vers la modernité, qui passe par la redécouverte de son identité européenne et le déplacement de son centre de gravité vers la Méditerranée aragonaise et catalane; on peut considérer le processus comme achevé avec la chute du franquisme et la montée en puissance de Barcelone, le Portugal finissant à son tour par lui emboîter le pas sous les effets conjugués de la perte de son empire africain et de son mouvement d'émigration industrielle vers la France. Quant à la France, le mirage italien au XVI<sup>e</sup> siècle, le mirage impérial de Louis XIV après l'effondrement de l'Espagne, le mirage gibelin de Napoléon, puis la quête de la ligne bleue des Vosges sous la III<sup>e</sup> République l'ont constamment détournée du Grand Large, avec la seule parenthèse de la fin de l'Ancien Régime où sa puissance navale lui permet brièvement mais décisivement de briser l'unité de l'Empire britannique, en soutenant l'indépendance américaine. Privée de véritables colonies de peuplement et attirée vers le centre de l'Europe, alternativement par la faiblesse ou la force trop grande de l'Allemagne, la France, à son tour, s'inscrit de plus en plus clairement dans une série de projets continentaux qui réaffirment sans cesse son identité terrienne et européenne. Et même la libre Hollande, tôt vaincue par Londres comme centre de l'économie financière mondiale, érodée dans son identité calviniste par la remontée démographique de son sud catholique, polarisée par le voisinage immédiat de la Ruhr dont elle forme le débouché naturel, finira par se détourner, la dernière, du Grand Large pour accepter la construction d'un ensemble continental, dont elle voudra seulement garantir le caractère libéral par la présence à éclipses de l'Angleterre.

Mais c'est en fait la seule Grande-Bretagne et, à un moindre degré, les Etats scandinaves qui s'appuient sur elle qui sauront opposer à la conscience européenne une altérité maintenue qui n'est pas inférieure à celle de l'Europe de l'Est. Les origines de cette altérité s'inscrivent dans la longue durée : une indépendance toujours affirmée vis-à-vis des constructions politiques du Continent tout au long du Moyen Age se traduit par l'instauration d'une monarchie très tôt juridifiée et anti-impériale. Le calvinisme radical des puritains introduit au XVII<sup>e</sup> siècle une véritable rupture avec la politique européenne, un désir de pureté par la préservation de soi qui sera en définitive fatal aux constructions dynastiques des Stuart et réapparaîtra dans tout son tranchant avec la Révolution américaine un siècle plus tard. Même assagi, ce refus puritain inspire l'isolationnisme de Gladstone au XIX<sup>e</sup> siècle, l'atlantisme de Churchill au XX<sup>e</sup> siècle et de Margaret Thatcher sa continuateur. C'est moins une géographie qu'une morale qui tient encore maintenant les îles britanniques à distance du reste de l'Europe. Le régime parlementaire et l'Etat de droit britanniques cherchent depuis l'origine à se mettre à l'écart, et seules les classes dirigeantes, par sens de leur responsabilité historique

et nostalgie de la puissance, parviennent, toujours faiblement et provisoirement, à réinsérer l'Angleterre dans le champ européen. Certes Pitt impose contre Fox et le parti whig une politique active contre Napoléon mais, dès 1815, Londres s'oppose à la Sainte-Alliance que le Paris de la Restauration s'efforce au contraire à tout prix de rejoindre; et dès l'avènement de la reine Victoria, le Hanovre, dernier pied à terre sur le continent, est abandonné à l'ambition prussienne. C'est vers les Indes que Disraéli ira chercher les clefs de la puissance britannique, c'est vers l'Amérique retrouvée que Churchill opérera les transferts de souveraineté nécessaires à la sécurité du royaume. Car on n'observe pas assez que l'hostilité, si vive encore avec Margaret Thatcher, envers la supranationalité ne concerne que Bruxelles et jamais Washington, où depuis 1942 est concentrée la puissance militaire commune du monde anglo-saxon, nucléaire, conventionnelle et intellectuelle. Et rien n'indique, au-delà des solidarités économiques, que ces liens si forts, parce que directement politiques, qui unissent l'Angleterre aux Nouveaux Mondes anglophones d'Amérique du Nord et d'Océanie soient voués à se distendre. On a plutôt l'impression, en cette fin de siècle où les Etats-Unis renouent avec l'Inde, orpheline de l'alliance soviétique, réinstallent tacitement un mandat protecteur sur Israël, et peut-être demain la Palestine, et s'apprêtent à conduire des sortes de traités de protectorat avec l'Egypte et les monarchies arabes tout en favorisant l'émergence d'un pouvoir noir modéré en Afrique du Sud, que l'ancien Empire britannique se reconstitue à petites touches, mais dirigé cette fois depuis l'outre-Atlantique par un actionnaire majoritaire américain, incomparablement plus puissant, qui conserve l'ancien propriétaire britannique comme associé et tuteur. Dans cette configuration, comme l'avait toujours craint le général de Gaulle, la présence britannique au sein de la Communauté européenne risque fort de manifester en permanence la volonté de l'ensemble anglo-saxon tout entier d'être partie prenante du nouvel espace économique créé par la CEE en Europe, tout en limitant au maximum l'émergence politique autonome du continent.

Nous avons par conséquent bien délimité un espace européen à peu près stable qui émerge de siècles de fluctuations géopolitiques: cet espace, l'Empire carolingien élargi, recouvre le monde allemand et ses marches, la France, l'Italie et la péninsule ibérique. Si l'Angleterre, la Pologne, la Russie et les Balkans appartiennent sans nul doute à la culture européenne mais guère plus ou moins que l'Amérique ou l'Australie, elles demeurent pour l'instant relativement autonomes par rapport à cet ensemble fortement particularisé. Bien sûr, la construction d'un pôle de puissance à partir de ce centre aurait d'immenses répercussions que nous analyserons, sur chacune de ces régions frontières de l'Europe. Mais la constitution de celui-ci dépend d'abord et presque exclusivement de ces vieilles nations du centre et du sud du continent que l'on voit associées les unes aux autres depuis 1950 environ.

Allons à l'essentiel : si l'on parle beaucoup de « Grande Europe » de

l'Irlande à Sakhaline, depuis la chute du Mur de Berlin, c'est le plus souvent pour différer le débat sur la « Petite Europe », de Séville à Prague, qui d'ores et déjà s'édifie sous nos yeux sans que sa portée historique soit pleinement discutée ni admise. Or c'est celle-ci qu'il faut penser, non comme pure répétition du passé, mais à l'aide des modèles que le passé nous fournit.

Or que nous disent ces modèles? Que l'Europe dont nous parlons a failli être catholique, puis allemande. Passons sur la brève fulguration napoléonienne, si étrangère à l'esprit français de délimitation des frontières et d'équilibre des Etats, qui n'est que le branchement d'un vieux rêve impérial italien, rêve des Gibelins, puis de Dante, sur l'extraordinaire machine conquérante que représentait l'armée française jacobinisée : l'instabilité des formules territoriales, l'abandon des forces jacobines autochtones qui rapidement renient leur francophilie, le recours permanent aux moyens de la guerre condamnent très vite l'entreprise à n'être qu'une extension délirante de la sphère de puissance française très au-delà de ses limites, dont la conséquence ultime sera le déclin français du premier XIX<sup>e</sup> siècle. Les deux tentatives sérieuses d'unification européenne, à la différence de celle-là, ont eu pour elles de disposer d'un complexe de forces associées de nationalités diverses, capables de donner naissance à un projet global et cohérent, à l'échelle de la région européenne.

Premier projet, l'Europe de la Contre-Réforme des Habsbourg a bien failli voir le jour au début du XVII<sup>e</sup> siècle, quand la combinaison de diplomaties actives, de forces armées coordonnées avec l'ossature intellectuelle remarquable que les jésuites mettaient à la disposition de la Maison d'Autriche permettait d'imaginer une unification du continent derrière l'Eglise post-tridentine. Au lendemain des défaites de l'Union évangélique allemande en Bohême et dans le Palatinat, les armées combinées de l'Espagne et de l'Empire atteignent Hambourg et envahissent le Danemark et le Brandebourg. En France, le parti aristocratique lié à la régente et qui admire le modèle social espagnol de « l'Homme de Cour » a rogné l'indépendance et le pluralisme religieux établis par Henri IV. Les luthériens de Saxe ont fait leur soumission au Pouvoir impérial catholique et craignent le calvinisme extrême. En Italie, le Piémont s'est aussi soumis et seule Venise tient tête à l'hégémonie espagnole, sans pouvoir, par ailleurs, freiner son déclin. Transformée en île politique, la Hollande, à l'autre extrémité par rapport à Venise de cette veine jugulaire de l'Europe constituée dès Charlemagne, résiste encore, mais mal, aux *tercios* espagnols.

Nous savons, avec les avantages de la rétrospection, combien cette apparente victoire était encore précaire: la ruée de Gustave-Adolphe, «le Lion du Nord», stipendié par les trésors de l'Angleterre et de la France, l'affirmation par Richelieu d'une politique nationale et gallicane tout entière tendue vers l'extension des libertés de l'Europe, bientôt la révolte

du Portugal et même de la Catalogne, les complots des princes allemands et la suprématie navale hollandaise allaient mettre à mal, en quelques années, cette Europe catholique un instant rêvée, peut-être aussi crainte, par une papauté qui n'eût pas manqué d'y être soumise à son tour. Mais, l'histoire étant souvent, selon le mot de Musil, l'illustration « du principe de raison insuffisante », c'est-à-dire le déploiement de ce qui aurait pu se passer, afin de penser la réalité dans son inachèvement, essayons de penser ce qu'aurait pu être une Confédération européenne résultant d'une victoire hispano-impériale dans la guerre de Trente ans: peut-être le protestantisme eût-il été progressivement éradiqué d'Allemagne et du continent, comme il le sera définitivement de Pologne et partiellement de Bohême à la même époque; peut-être l'édit de tolérance qu'un empereur restauré n'eût pas manqué de prendre dans un premier temps eût-il été révoqué en même temps que celui de Nantes sous la pression des jésuites? Peut-être, enfin, comme le voulait Spinola, l'Espagne eût-elle tenté avec la France et la ligue hanséatique de reconstituer une puissance navale contre la Hollande et l'Angleterre. Et peut-être enfin un mariage français eût réuni un jour les couronnes de Madrid et de Paris, comme Louis XIV songera à le faire pour son petit-fils, un peu plus tard. Un tel ensemble, ayant annulé le ferment de la compétition en son sein, étouffé les libertés urbaines sous le poids des cours royales et des armées permanentes, instauré le retour à la religion apostolique et romaine par le fer et par le sang, aurait sans doute explosé à terme devant les révoltes que déjà les Habsbourg ont su susciter au Portugal, en Catalogne, en Hollande, en Bohême. Mais peut-être aussi cet immense empire jésuite eût-il connu le destin de la Chine non moins immense: une administration impériale féodaliste, un ralentissement formidable de l'innovation intellectuelle et scientifique, la constitution d'un mandarinat rhétorique formé à l'éloquence et à la pure administration, tout ce que les Lumières italiennes de Vico à Croce ont stigmatisé sous le nom d' « espagnolisme » et que la France a connu à doses homéopathiques pendant la seconde moitié du règne de Louis XIV. Les révolutions inévitables que ce système post-tridentin ne pouvait pas ne pas engendrer à terme auraient-elles produit un éclatement national à l'instar de l'Autriche-Hongrie en 1918, ou au contraire le maintien de liens confédéraux? Il faut laisser aux auteurs d'histoire-fiction le soin de le déterminer.

Mais la seconde grande tentative de même nature, survenue sur le même espace entre 1870 et 1914, nous présente une autre configuration possible fondée sur un autre type d'unification. Bismarck en effet n'a jamais rêvé de se rendre maître de l'Europe. Allemand du Nord protestant, hostile aux rêveries impériales qui sont encore l'obsession de Metternich, il favorise l'émergence des nationalismes italien et hongrois, maintient l'Autriche des Habsbourg à bout de bras ainsi que le rôle propre du royaume de Prusse au sein du nouveau Reich. S'il n'avait tenu qu'à lui, il eût continué à réorienter une France rendue subalterne vers l'expansion coloniale et maritime et une Russie germanophile vers Constantinople et les Indes, tout en rassurant l'Angleterre sur la neutralité de Berlin. Mais ce

jeu d'équilibre classique sur lequel ont reposé tous ses triomphes diplomatiques méconnaissait en réalité la formidable dynamique sous-jacente que l'explosion de la révolution industrielle européenne mettait en réalité en branle.

La révolution industrielle continentale, qui précède la victoire allemande de Sedan et les dix années de la Grande Dépression économique qui la suivent, entraîne une homogénéisation très rapide de la culture européenne et la réalisation à grandes enjambées de ce rêve qui fut celui de Marx et de son cousin Heine à l'époque encore romantique des Annales franco-allemandes, l'union de la liberté politique française et de la philosophie d'outre-Rhin. La première, cela va sans dire, est surtout rêvée comme idéal, dans l'Espagne de 1872 où la Ire République périt en quelques mois, l'Italie, la Belgique et l'Autriche-Hongrie censitaires, et l'Allemagne du césarisme bismarckien où le Reichstag ne dispose encore d'aucune souveraineté ; mais la pensée allemande en revanche pénètre très largement, qu'elle soit militaire, scientifique ou politique, dans la France néo-kantienne de la IIIe République, l'Italie de Crispi et de Giolitti et surtout le vaste ensemble centre-européen dont Vienne est la capitale, où l'allemand atteint pour la première fois la dimension de l'Universel, tout en étant privé de la domination politique. Car c'est Vienne et non Berlin la véritable métropole de cette Allemagne seconde qui progresse comme l'ombre portée de la première, bismarckienne et industrielle. Et, second paradoxe, cette unification européenne pour l'Allemagne, ou plutôt pour sa culture technique et politique, est le produit non de ses forces dominantes encore étroitement nationalistes mais de ses forces dominées et montantes, la classe ouvrière social-démocrate et la bourgeoisie juive libérale, qui ensemble projettent sur l'Europe un modèle de démocratisation radicale du Continent, dont les gauches socialistes et républicaines sont ailleurs les relais.

En Autriche-Hongrie, c'est la social-démocratie qui prend ainsi les rênes de la vieille droite dynastique et catholique pour tenir à bout de bras ce vaste ensemble multinational mais de culture allemande. En Italie, le Parti socialiste, qui s'inspire directement du modèle allemand lui aussi, modère les revendications irrédentistes sur Trente et Trieste, et propage dans la culture nationale les philosophies de Hegel et de Marx. En France, enfin, c'est Jaurès qui prend la tête d'un parti de la paix, effectivement pro-allemand comme l'en accusera Péguy, mais sans doute alors pour le bien de l'Europe et d'un certain avenir de la démocratie. Car, là aussi, procédons une nouvelle fois à la méthode chère à Musil, une telle Europe allemande était possible. Sans guerre de 1914, la social-démocratie allemande pouvait sans doute forcer les portes du pouvoir, alliée aux tenants de la *Parlamentarisierung* prônée par Max Weber et aux partisans de la restructuration industrielle démocratique tels que Walter Rathenau; sans cette même guerre, le modèle fédéral triomphait en Autriche-Hongrie, Giolitti poursuivait son intégration « transformiste » du socialisme italien au nouveau pouvoir démocratique, et surtout Jaurès allié



à Caillaux parvenait à dissoudre l'Alliance russe au profit d'une véritable entente franco-allemande. Un tel processus eût fait de l'Europe continentale et socialisante le moteur de la démocratie à l'échelle mondiale. Là encore, un second modèle d'union européenne, celui-ci vertueux, dont le rêve se prolonge dans Weimar, le Front populaire et l'eurocommunisme, se dessine pour définir notre même espace géopolitique, rêve rose cette fois-ci et non plus cauchemar, rêve d'une Europe « Settembrini » après l'esquisse de l'Europe « Naphta » dévoilée pendant la guerre de Trente ans, pour reprendre la polarité des rôles tragiques imaginés par Thomas Mann dans *La Montagne magique*. On sait quelles sont les forces qui ont interrompu ce rêve rose : l'arriération russe qui, une première fois, entraîne la France nationaliste à la traîne du tsar, et une seconde fois le socialisme européen dans l'aventure désespérée du bolchevisme; l'antisémitisme conservateur qui va trouver dans l'effondrement de Vienne et la fièvre de Berlin l'aliment pour ravager toute l'Allemagne et bientôt l'Europe entière ; le volontarisme romantique, socialiste et bourgeois, qui dès l'épisode mussolinien enclenche la révolution conservatrice européenne, précipite l'effondrement de la conscience naissante du Continent et brise les Etats de droit, les uns après les autres, jusqu'à Auschwitz et l'anéantissement de la Prusse.

La nouvelle tentative d'unification de l'Europe que nous vivons aujourd'hui tient de Settembrini et tient aussi de Nafta. Elle s'inscrit dans le triomphe des idéaux démocratiques que symbolise l'élection de Vaclav Havel à la présidence de l'Etat tchécoslovaque. Elle s'inscrit aussi dans l'effondrement de la Pologne libérale de Tadeusz Mazowiecki au profit du populisme sinistre de Walesa. Les forces humanistes, républicaines, démocratiques ou simplement libérales, qui ont brisé la première Europe et ont été brisées dans l'avortement de la seconde, n'ont pas encore donné pleinement. C'est de leur action que dépendra la viabilité de cette Europe nouvelle.

#### HERDER

*« L'Europe est, surtout en comparaison de l'Asie du Nord, un pays plus doux, plein de fleuves, de côtes, de sinuosités et de baies ; cela seul suffit à décider du destin de ses peuples de façon avantageuse par rapport à cette dernière... par là, entre l'Asie du Sud et l'Europe orientale, entre le Nord de l'Asie et celui de l'Europe se trouva nouée une sorte de communauté de peuples à laquelle participaient aussi des nations très incultes... Du fait de tout cela, et les longues migrations par voie de terre s'y ajoutant, finit par s'ébaucher dans ce petit continent une grande association de peuples que sans le savoir les Romains par leurs conquêtes avaient préparée et qui pouvait difficilement naître ailleurs qu'ici. En aucun continent les peuples ne se sont autant mélangés qu'en Europe ; en aucun autre ils n'ont si radicalement et si souvent changé de résidences, et avec celles-ci de mode de vie et de mœurs. En maints pays, les habitants, surtout les familles prises isolément et les individus, seraient bien en peine de dire de quel lignage et de quel peuple ils sont, s'ils descendent de Goths, de Maures, de Juifs, de Carthaginois, de Romains ; ou de Gaëls, de Kymris, de Burgondes, de Francs, de Normands, de Saxons, de Slaves, de Finnois, d'Illyriens, et de quelle façon dans la série de leurs ancêtres le sang s'est mêlé. Sous l'effet de cent causes, l'ancienne complexion héréditaire de mainte*

*nation d'Europe s'est atténuée et modifiée au cours des siècles ; fusion sans laquelle l'esprit général européen aurait difficilement pu s'éveiller.*

*... De même que les couches de terrain dans notre sol, se superposent dans notre continent les strates des populations, souvent mêlées il est vrai, mais néanmoins encore reconnaissables dans leur situation originelle. Ceux qui étudient leurs moeurs et leurs langues doivent utiliser le moment où elles sont distinctes ; car tout en Europe tend à l'extinction progressive des caractères nationaux. Mais que l'historien de l'humanité, ce faisant, se garde bien de choisir avec exclusivité un certain peuple pour favori et de diminuer par là l'importance de lignées auxquelles les circonstances refusèrent chance et gloire. Des Slaves aussi l'Allemand eut à apprendre ; le Kymri et le Letton auraient peut-être pu devenir un Grec s'ils avaient été placés autrement parmi les peuples. Nous pouvons être très satisfaits de ce que ce furent des peuples si forts, si beaux, si nobles de corps, de moeurs si chastes, d'intelligence si probe et de caractère aussi loyal que l'étaient les Allemands, et non pas des Huns ou des Bulgares, qui occupèrent le monde romain ; mais les considérer pour cette raison comme le peuple élu de Dieu auquel le monde appartiendrait en vertu de sa noblesse innée et auquel à cause de cette prérogative d'autres peuples seraient destinés à servir de valets, ce serait un orgueil sans noblesse de barbare. Le barbare domine ; le vainqueur civilisé civilise.*

*De lui-même, aucun peuple en Europe ne s'est élevé à la civilisation ; chacun au contraire s'est efforcé de conserver ses anciennes moeurs grossières aussi longtemps qu'il l'a pu, ce à quoi contribuèrent fortement la pauvreté et la rudesse du climat, ainsi que la nécessité d'une organisation guerrière barbare. Aucun peuple d'Europe par exemple n'a eu d'alphabet à lui ou n'en a inventé un ; les ruines, tant d'Espagne que du Nord, proviennent de l'écriture d'autres peuples ; toute la civilisation de l'Europe du Nord, de l'Est et de l'Ouest est une plante issue d'une graine romaine-grecque-arabe. Il fallut longtemps à cette plante avant de pouvoir seulement prospérer sur ce sol assez dur et finir par porter des fruits bien à elle, qui au début furent fort aigres, il y fallut en outre un véhicule singulier, une religion étrangère, pour accomplir au moyen d'une conquête spirituelle ce que les Romains n'avaient pu faire par la conquête. Avant toute chose, il nous faut donc examiner ce nouveau moyen de civilisation qui avait pour but rien de moins que de faire de tous les peuples un seul peuple, de faire leur bonheur dans ce monde et dans l'autre, et qui n'agit nulle part avec plus de force qu'en Europe. »*

*Idées pour la philosophie de l'histoire de l'humanité,  
liv. XVI, trad. Rouché, Paris,  
Aubier-Montaigne, 1962. p. 307-311.*

### **Alexandre Adler**

*in Philosophie Politique, n°1, 1991, pp. 151-162*